

# CAMEROUN

## Environnement opérationnel

### Contexte

Le Cameroun demeure une destination de choix pour bon nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile de la région de l'Afrique centrale et des Grands Lacs, même si le pays est en proie à une crise économique et à des tensions socio-politiques, dues à un taux de chômage élevé et à la hausse du coût de la vie.

La sécurité, quoique toujours précaire, s'est sensiblement améliorée dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, et le Gouvernement a déployé deux divisions de ses forces d'élites pour sécuriser le secteur.

Le HCR et les autorités camerounaises offrent une protection internationale et une assistance humanitaire à quelque 81 000 réfugiés : 62 900 Centrafricains dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, 2 870 Nigériens dans les régions de l'Adamaoua et du Nord-Ouest, 4 420 Tchadiens hébergés au camp de Langui dans les environs de Garoua et 10 820 réfugiés résidant dans des zones urbaines. Le pays accueille en outre 2 230 demandeurs d'asile.

### Besoins

En dépit de certaines améliorations dans les domaines de la protection et de l'assistance humanitaire, dues aux efforts du HCR et de ses partenaires, des évaluations réalisées sur le terrain ont révélé l'existence de nombreuses lacunes.

La sécurité alimentaire continue de poser un problème critique dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, où sont installés 63 000 réfugiés centrafricains qui dépendent de l'aide alimentaire dispensée par les organisations humanitaires. Leur état nutritionnel, en dépit



## Chiffres prévisionnels

TYPE DE POPULATION	ORIGINE	JANV. 2010		DÉC. 2010 – JANV. 2011		DÉC. 2011	
		TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR
Réfugiés	RCA	84 810	84 810	90 260	90 260	94 690	94 690
	Rép. du Tchad	10 200	10 200	8 860	8 860	9 310	9 310
	Rwanda	1 380	1 380	1 400	1 400	1 400	1 400
	Pays divers	5 130	5 130	5 170	5 170	5 000	5 000
Demandeurs d'asile	RCA	200	200	200	200	200	200
	Pays divers	300	300	300	300	300	300
<b>TOTAL</b>		<b>102 020</b>	<b>102 020</b>	<b>106 190</b>	<b>106 180</b>	<b>110 900</b>	<b>110 900</b>

d'une légère amélioration, demeure très préoccupant : le taux de malnutrition globale est de 7,2 pour cent chez les enfants de moins de cinq ans et 2,2 pour cent d'entre eux souffrent de malnutrition aiguë. En outre, 53,7 pour cent des femmes en âge de procréer sont sous-alimentées et émaciées.

Le taux de morbidité est toujours très élevé au sein de la population réfugiée. L'accès aux soins médicaux est problématique, en dépit d'accords conclus avec certains hôpitaux et centres de santé. Le taux de vaccination des enfants réfugiés demeure faible (moins de 59 pour cent), bien au-dessous de la moyenne nationale. Le volume d'eau disponible est limité à moins de 15 litres par personne et par jour. Le taux de scolarisation est inférieur à 40 pour cent et de nombreuses écoles du secteur ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour accueillir tous les enfants et faire face à la surpopulation.

Au camp de Langui, la mise en place de certaines infrastructures, indispensable pour garantir des conditions de vie dignes aux réfugiés, n'a pas reçu l'attention voulue. À l'heure actuelle, les réfugiés se retrouvent dans un camp où la qualité des services essentiels est bien inférieure aux normes acceptées. À plusieurs reprises, des émeutes ont éclaté en raison de cette situation.

Les réfugiés qui vivent dans des zones urbaines ont accès à l'éducation, ainsi qu'à des soins de santé primaires, et les femmes reçoivent des protections périodiques. Néanmoins, seuls les réfugiés reconnus comme ayant des besoins particuliers bénéficient d'une assistance ciblée et rapide.

## Objectifs principaux

### Environnement de protection favorable

- Renforcer le cadre national de protection en prônant l'application de la loi sur les réfugiés.

### Procédures de protection équitables

- Former les autorités locales à la protection.
- Veiller à ce que les réfugiés et les demandeurs d'asile puissent accéder à des procédures efficaces et fiables de détermination de leur statut et reçoivent des documents crédibles, conformes à la législation nationale.

### Protection contre la violence et l'exploitation

- Prévenir et contrer la violence sexuelle et sexuelle.

### Besoins élémentaires et services essentiels

- Accroître la capacité des structures sanitaires et éducatives locales en matière de prestation de services.
- Promouvoir l'accès des enfants et des adolescents à l'enseignement.

### Solutions durables

- Promouvoir des solutions durables, en particulier le rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, burundais et libériens et la réinstallation des personnes qui ont des besoins particuliers.

## Stratégie et activités

Le HCR continuera de se charger de la détermination du statut de réfugié et jouera un rôle important dans la protection générale en 2010. Bien que le Cameroun ait

## Cibles prioritaires en 2010

- Tous les réfugiés ont accès à des soins médicaux et les personnes qui vivent avec le VIH et le sida reçoivent une aide.
- Toutes les femmes en âge de procréer reçoivent chaque mois des protections périodiques.
- Quelque 400 réfugiés ayant des besoins particuliers sont réinstallés.
- Au moins 60 pour cent des enfants en âge d'aller à l'école sont scolarisés dans le primaire.
- Tous les réfugiés sont enregistrés et les nouveau-nés reçoivent des extraits de naissance.
- Les lacunes dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement, de la santé, de l'éducation et des services sociaux sont comblées avec l'assistance du Gouvernement et des acteurs humanitaires dans le camp de Langui ainsi que dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua pour les réfugiés centrafricains.
- Avec l'aide du HCR, une centaine de réfugiés organisent et entreprennent avec succès des activités génératrices de revenus.
- Les réfugiés ayant des besoins particuliers et vivant en milieu urbain reçoivent une assistance adéquate.
- Quelque 2 000 demandeurs d'asile ont accès à des procédures de détermination de leur statut rapides et équitables.
- Tous les réfugiés vivant à Langui et dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua reçoivent des rations alimentaires du PAM, conformes aux normes fixées.



Le HCR aide à remplacer cette école de fortune par une structure permanente, qui profitera à la fois aux réfugiés et à la population locale.

## Présence du HCR en 2010

□ Nombre de bureaux	4
□ Effectifs totaux	93
International	9
National	63
VNU	20
Autres (consultant)	1

## PARTENAIRES

### Partenaires d'exécution

#### ONG :

Association de lutte contre les violences faites aux femmes  
Action Aid  
Plan International  
Première Urgence

#### Autres :

Croix-Rouge camerounaise  
Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

### Partenaires opérationnels

#### Organismes gouvernementaux :

Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation  
Ministère des Relations extérieures  
Présidence de la République (sécurité nationale et forces armées)  
Ministère de l'Éducation de base  
Ministère des Enseignements secondaires général et technique  
Ministère de la Santé publique

#### ONG :

International Medical Corps  
International Relief and Development  
Médecins Sans frontières (Suisse)

#### Autres :

FNUAP  
OIM  
ONUSIDA  
PNUD  
UNICEF

adopté une loi sur le statut de réfugiés (2005), il est peu probable que les organes nationaux responsables de l'attribution du statut (Commission nationale d'admissibilité et Commission nationale de recours) soient en fonction prochainement. Entre-temps, le HCR continuera de prôner la publication de ces textes de loi.

L'enregistrement des demandeurs d'asile et la délivrance de papiers d'identité aux personnes relevant de sa compétence figurent au nombre des priorités du HCR. L'Organisation continuera de promouvoir des solutions durables au sort des réfugiés, notamment le rapatriement librement consenti et la réinstallation pour les réfugiés pouvant y prétendre et les personnes ayant des besoins particuliers. Le HCR cherchera à convaincre les autorités d'accorder des permis de séjour aux individus réfugiés de longue date en milieu urbain.

L'Organisation continuera de venir en aide à tous les réfugiés centrafricains, en se consacrant en priorité à l'éducation et aux services de santé essentiels. Une attention particulière sera accordée à la sensibilisation et à la prévention en matière de VIH et de sida. Aucun grand mouvement de retour n'est prévu en 2010 ; en revanche, l'instabilité qui règne en République centrafricaine produira comme précédemment un afflux constant de réfugiés au Cameroun.

Le HCR encouragera l'autosuffisance de ces réfugiés afin de réduire la malnutrition, ainsi que leur dépendance vis-à-vis des organisations humanitaires. Le Haut Commissariat s'engagera également dans des activités de sensibilisation et d'assistance spéciale, concernant la prévention de la violence sexuelle et sexiste, ainsi que la santé génésique.

Du fait de la participation des communautés à toutes les activités d'assistance, les réfugiés seront mieux armés pour s'adapter à leur nouvel environnement. Une attention particulière sera accordée à la disponibilité de l'eau ; dans le même temps, les capacités opérationnelles des partenaires d'exécution qui interviennent auprès des réfugiés centrafricains seront renforcées.

Le PAM fournira des vivres pour les programmes d'alimentation généraux et d'appoint destinés aux réfugiés tchadiens, le HCR procurant pour sa part des denrées complémentaires. Dans les camps, les activités récréatives et scolaires se poursuivront au profit de tous les enfants réfugiés. Afin d'atténuer la dégradation du milieu naturel et de réhabiliter les zones situées à l'intérieur et dans les environs des camps, des critères environnementaux seront intégrés au programme. La protection des femmes et des enfants reste prioritaire.

Suite aux opérations de rapatriement de 2004-2005, les quelque 2 870 réfugiés nigériens qui restent au Cameroun sont bien intégrés à la population locale. La

naturalisation est possible du point de vue légal mais aucun réfugié n'a encore pu obtenir officiellement la nationalité camerounaise, tant la procédure est longue et laborieuse. En 2010, le HCR fera campagne pour que ces réfugiés se voient accorder un autre statut, à défaut d'être naturalisés.

#### ○ Contraintes

Dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, l'accès aux zones où les réfugiés se sont installés demeure difficile. Ceux-ci vivent dans plus de 70 sites, dispersés sur un territoire de plus de 30 000 kilomètres carrés. En raison de la médiocrité des infrastructures routières et des problèmes que rencontrent les réfugiés et les populations d'accueil pour accéder à des services essentiels comme l'approvisionnement en eau et les soins de santé, il est difficile au HCR d'offrir protection et assistance à la population qui relève de sa compétence.

Les conditions de sécurité demeurent problématiques, tant pour les acteurs humanitaires qui interviennent dans ce secteur que pour les réfugiés. L'insécurité a un impact financier considérable sur l'opération, en raison de la nécessité de faire escorter les convois humanitaires par des hommes en armes et d'utiliser des dispositifs de sécurité et de télécommunications spéciaux.

La situation socio-économique du pays, qui ne permet pas aux réfugiés urbains de devenir autosuffisants et de réduire leur dépendance à l'égard de l'aide humanitaire, représente toujours une contrainte majeure.

### Organisation et mise en œuvre

#### ○ Coordination

Les opérations du HCR sont mises en œuvre en collaboration avec le Gouvernement camerounais, des partenaires opérationnels et des partenaires d'exécution. Six ONG devraient intervenir en qualité de partenaires d'exécution. Le Haut Commissariat entend également coopérer avec le PAM, l'UNICEF, le PNUD et la FNUAP dans les domaines de la distribution de vivres, de la sécurité alimentaire, de l'appui nutritionnel et de la santé maternelle.

Les réunions générales de coordination organisées chaque mois pour tous les programmes financés par le HCR se poursuivront, tout comme les réunions sectorielles tenues dans chaque bureau de terrain. Le HCR contribue à l'élaboration de programmes interorganisations et continuera de participer à l'exécution des activités relevant du PNUAD.

Un forum sur la prévention des crises humanitaires, présidé par le HCR, se réunit tous les trimestres et tient des réunions extraordinaires si les circonstances l'exigent. Le forum regroupe des

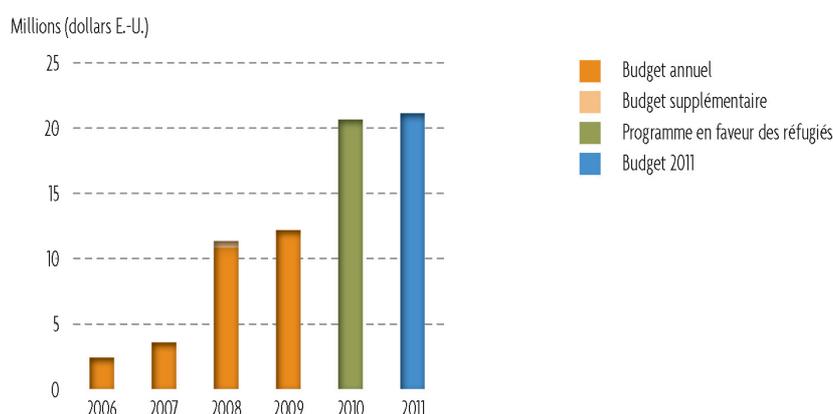
institutions onusiennes telles que le HCDH, le PAM, l'UNICEF et l'OMS, ainsi que d'autres organisations humanitaires internationales et les mouvements de la Croix-Rouge.

## Informations financières

L'augmentation incessante du nombre de réfugiés, provenant pour la plupart de la République centrafricaine et du Tchad, explique la progression du budget du HCR au Cameroun depuis 2006, année pendant

laquelle le Haut Commissariat a achevé son opération de rapatriement librement consenti au Nigéria. Le Cameroun était l'un des pays pilotes retenus pour l'évaluation des besoins globaux, laquelle a entraîné une augmentation du budget de l'opération en 2009. Les insuffisances décelées pendant l'évaluation des besoins globaux avaient principalement trait à la prise en charge des besoins élémentaires et à la prestation de services essentiels. Ces besoins ont été intégrés au budget présenté dans cet Appel global.

## Budget pour le Cameroun en 2006 – 2011



## Conséquences d'un déficit de financement compris entre 20 et 40 pour cent

- La population réfugiée ne sera ni enregistrée ni vérifiée.
- Les écoles et les centres de santé ne recevront ni fournitures ni équipements de base.
- Il sera impossible d'assurer des services de santé communautaires.
- Une centaine d'auxiliaires de santé chargés de la santé génésique et de la lutte contre VIH-sida dans les dispensaires ne pourront bénéficier d'ateliers de formation.
- L'hygiène et l'assainissement ne seront pas améliorés dans les quatre centres de santé de Tokoyo, Mandjou, Mbarang et Meiganga.
- Cinq centres de santé ne bénéficieront pas de l'ensemble de services minimaux en matière de VIH-sida (précautions universelles, transfusions sanguines sans risques, distribution de préservatifs, prophylaxie des infections opportunistes et soins antirétroviraux à long terme).
- La formation des réfugiés à la gestion des micro-entreprises sera limitée.

## Budget 2010 pour le Cameroun (dollars E.-U.)

ENTITÉS ET OBJECTIFS	PROGRAMME EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS PILIER 1
<b>Environnement de protection favorable</b>	
Cadre juridique national	118 191
Prévention de l'apatridie	1 165 819
Gestion des urgences	157 182
Sous-total	<b>1 441 191</b>
<b>Procédures de protection équitables</b>	
Enregistrement et établissement de profils	556 916
Accès aux procédures d'asile	107 978
Détermination de statut juste et efficace	254 189
Regroupement familial	121 787
Documents individuels	238 867
Documents d'état civil	379 791
Sous-total	<b>1 659 527</b>
<b>Protection contre la violence et l'exploitation</b>	
Impact sur les communautés hôtes	39 284
Système de gestion de la sécurité communautaire	74 285
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle	396 768
Protection des enfants	69 074
Détention non arbitraire	200 708
Accès aux solutions juridiques	71 678
Sous-total	<b>851 796</b>

ENTITÉS ET OBJECTIFS	PROGRAMME EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS PILIER 1
<b>Besoins élémentaires et services essentiels</b>	
Sécurité alimentaire	469 960
Nutrition	607 177
Eau	1 026 154
Abris et autres infrastructures	352 320
Articles ménagers et d'hygiène de base	1 132 415
Soins de santé primaire	2 140 447
VIH et sida	303 846
Éducation	2 028 241
Services d'assainissement	384 297
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	590 881
Sous-total	<b>9 035 739</b>
<b>Autogestion et participation communautaires</b>	
Évaluation participative et mobilisation communautaire	177 398
Autogestion de la communauté et représentation équitable	292 169
Gestion et coordination des camps	64 410
Autosuffisance et moyens d'existence	2 824 171
Sous-total	<b>3 358 147</b>
<b>Solutions durables</b>	
Retour volontaire	75 511
Réinstallation	324 449
Appui à l'intégration sur place	122 805
Sous-total	<b>522 765</b>
<b>Relations extérieures</b>	
Relations avec les donateurs	22 242
Mobilisation des ressources	42 242
Partenariats	42 242
Information	52 242
Sous-total	<b>158 968</b>
<b>Logistique et appui aux opérations</b>	
Chaîne d'approvisionnement et logistique	955 993
Gestion de programme, coordination et appui	2 652 645
Sous-total	3 608 638
<b>TOTAL</b>	<b>20 636 773</b>
<b>Budget 2011</b>	<b>21 125 600</b>
<b>Budget 2009 révisé</b>	<b>12 158 513</b>